



Assemblée générale

UN LIBRARY

SEP 16 1981

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

A/BUR/36/1

11 septembre 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS

Trente-sixième session  
BUREAU

ORGANISATION DE LA TRENTE-SIXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET REPARTITION DES QUESTIONS  
INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

Mémoire du Secrétaire général

SOMMAIRE

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION .....	1 - 3	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION .....	4 - 19	2
III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR .....	20 - 23	7
IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR ...	24 - 35	26

## I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre au Bureau, pour examen, les observations et propositions suivantes concernant le rapport que le Bureau doit présenter à l'Assemblée générale au sujet de l'organisation de la trente-sixième session ordinaire, de l'adoption de l'ordre du jour et de la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour.

2. Par sa décision 34/401, l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de dispositions visant à rationaliser ses procédures et l'organisation de ses travaux. Etant donné qu'un grand nombre de ces dispositions - par exemple celles relatives à la durée des explications de vote (par. 6), au droit de réponse (par. 8 à 10) et à la procédure de vote à l'occasion d'élections (par. 16) - ont déjà été appliquées aux trente-quatrième et trente-cinquième sessions, il n'en est plus fait mention dans le présent document.

3. En revanche, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions qui n'ont pas encore été appliquées ou qui ne l'ont été que partiellement; le texte de ces dispositions est reproduit ci-après.

## II. ORGANISATION DE LA SESSION

### A. Bureau

4. Le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur les paragraphes 1 et 2 de sa décision 34/401, libellés comme suit :

"1. Le Bureau doit, au début de chaque session, examiner la manière de rationaliser au mieux les travaux de la session.

2. Le Bureau doit en outre se réunir périodiquement pendant toute la durée de la session pour examiner les progrès des travaux et présenter à l'Assemblée générale des recommandations relatives au programme général de la session et aux mesures visant à améliorer ses travaux."

### B. Horaires des séances

5. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 3 de sa décision 34/401, libellé comme suit :

"3. Tant les séances plénières que les séances des commissions doivent commencer à 10 h 30 et à 15 heures et, afin d'accélérer les travaux de l'Assemblée générale, toutes les séances doivent être ouvertes promptement à l'heure prévue."

### C. Débat général

6. Compte tenu du nombre des délégations déjà inscrites sur la liste des orateurs, le Secrétaire général suggère que le débat général commence le lundi 21 septembre et s'achève le vendredi 9 octobre 1981.

7. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général suggère également que la liste des orateurs désirant participer au débat général soit close le mercredi 23 septembre à 18 heures.

#### D. Explications de vote

8. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 7 de sa décision 34/401, libellé comme suit :

"7. Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

#### E. Date de clôture de la session

9. Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement intérieur et compte tenu de la recommandation du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale tendant à ce que l'Assemblée se réunisse pendant une période de 13 semaines (A/520/Rev.13, annexe V, par. 4), le Secrétaire général propose de fixer au mardi 15 décembre la date de clôture de la trente-sixième session.

#### F. Comptes rendus des séances des grandes commissions

10. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur le fait qu'en vertu de l'article 58 du règlement intérieur, le Secrétariat établit des comptes rendus in extenso des séances de la Première Commission. Cet article dispose, en outre, qu'aucun organe de l'Assemblée générale ne peut faire établir à la fois des comptes rendus in extenso et des comptes rendus analytiques. Comme précédemment, le Bureau souhaitera donc peut-être recommander que les comptes rendus in extenso constituent les comptes rendus officiels de la Première Commission et que les comptes rendus analytiques demeurent les comptes rendus officiels des autres grandes commissions. Conformément à la recommandation du Comité spécial [A/520/Rev.13, annexe V, par. 108 b)], le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale de laisser à la Commission politique spéciale, pendant la trente-sixième session, la faculté, qui lui est donnée traditionnellement, de faire établir, à sa demande expresse, des transcriptions des débats de certaines de ses séances ou de parties desdites séances. En outre, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'alinéa e) du paragraphe 10 de sa résolution 2538 (XXIV), en date du 11 décembre 1969, qui est ainsi conçu :

"Les discours ou déclarations prononcés par les représentants, par le Secrétaire général ou son représentant, ou par des personnes présentant des rapports au nom de comités ou autres organes ne pourront être reproduits in extenso dans les comptes rendus ou comme documents officiels que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies."

A ce propos, le Bureau voudra peut-être aussi recommander à l'Assemblée générale que sa décision de ne pas reproduire in extenso, dans des documents séparés, les déclarations faites au sein d'une grande commission (A/35/250, par. 7; A/35/PV.3, p. 3) soit maintenue pour la trente-sixième session.

#### G. Dispositions des places

11. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général a fait procéder par tirage au sort à la désignation du Membre qui occupera la première place dans la salle de l'Assemblée, les autres Membres devant occuper les places suivantes dans l'ordre alphabétique. Le sort a désigné le Liban. C'est donc la délégation de ce pays qui occupera la première place à droite du Président, et les autres délégations suivront dans l'ordre alphabétique anglais. La même disposition sera observée dans le cas des grandes commissions.

#### H. Election des présidents des grandes commissions

12. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 18 et 19 de sa décision 34/401, ainsi libellés :

"18. Avant la fin d'une session de l'Assemblée générale, les groupes régionaux doivent convenir de la répartition entre eux des postes de président pour la session suivante.

19. Les candidats aux postes de président des grandes commissions doivent être désignés dès que possible."

#### I. Déclarations de clôture

13. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 17 de sa décision 34/401, ainsi libellé :

"17. Pour gagner du temps en fin de session, l'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent abandonner la pratique des déclarations de clôture, à l'exception de celles des présidents."

#### J. Questions budgétaires et financières

14. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur l'article 153 du règlement intérieur qui est conçu comme suit :

"Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation."

A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 12 de sa décision 34/401, ainsi libellé :

"12. Il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission, et qu'elles tiennent compte de cette nécessité lorsqu'elles adoptent leur programme de travail."

15. Le Bureau souhaitera peut-être également rappeler le paragraphe 13 de sa décision 34/401, qui est ainsi conçu :

"13. En outre :

a) Une date limite obligatoire - le 1er décembre au plus tard - doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières;

b) La Cinquième Commission doit, comme pratique générale, envisager d'accepter sans débat les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les incidences financières des projets de résolution, jusqu'à concurrence d'un montant limite prescrit, à savoir 25 000 dollars pour un point donné;

c) Des délais fermes doivent être fixés pour que les rapports des organes subsidiaires qui doivent être examinés par la Cinquième Commission soient présentés au plus tôt;

d) Un minimum de quarante-huit heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant."

#### K. Documentation

16. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 28 de sa décision 34/401, ainsi conçu :

"28. L'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent se borner à prendre acte des rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires qui n'appellent pas de décision de la part de l'Assemblée, sans tenir de débat ni adopter de résolution, à moins que le Secrétaire général ou l'organe intéressé ne le demande expressément."

17. Le Secrétaire général se doit de souligner une fois de plus que l'augmentation du volume de la documentation constitue l'un des problèmes les plus critiques auxquels les Etats Membres et le Secrétariat doivent faire face. A cet égard, le Bureau voudra peut-être recommander que l'Assemblée générale prie instamment tous

les Etats Membres et tous les organes subsidiaires de faire preuve de la plus grande modération lorsqu'ils demandent que des textes soient distribués comme documents officiels de l'Assemblée.

#### L. Résolutions

18. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de sa décision 34/401, qui est ainsi conçu :

"32. Chaque fois que cela sera possible, les résolutions demandant qu'une question soit examinée à une session ultérieure ne doivent pas donner lieu à l'inscription d'un nouveau point distinct à l'ordre du jour et l'examen de la question doit se dérouler dans le cadre du point au titre duquel la résolution a été adoptée."

#### M. Conférences spéciales

19. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation 6 du Comité des conférences, que l'Assemblée a adoptée au paragraphe b) de sa décision 34/405 et qui est ainsi conçue :

"Le Comité, eu égard aux difficultés que rencontre le Secrétariat, d'une part, pour préparer convenablement les réunions, notamment pour distribuer la documentation en temps voulu, et les Etats Membres, d'autre part, pour participer pleinement aux réunions, recommande à l'Assemblée générale de donner pour instructions aux grandes commissions de revoir le nombre de conférences spéciales de l'ONU déjà proposées et prévues dans leurs domaines d'activité respectifs avant de décider de réunir des conférences spéciales nouvelles et supplémentaires, tenant compte ainsi des passages pertinents de la résolution 33/55 de l'Assemblée générale."

### III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

20. Toutes les dispositions concernant l'inscription de questions à l'ordre du jour de la trente-sixième session ont été communiquées aux Etats Membres, dans les documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire de la trente-sixième session (A/36/150);
- b) Liste supplémentaire de questions (A/36/200/Rev.1).

Les questions proposées pour inscription sont énumérées dans le projet d'ordre du jour, qui figure au paragraphe 23 ci-après.

21. En ce qui concerne le point 12 du projet d'ordre du jour (rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur un certain nombre de rapports que l'Assemblée générale a expressément demandés ou que le Conseil économique et social a décidé de lui transmettre. Ces rapports, qui seront examinés au titre du point 12, sont les suivants :

- a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme sur la Conférence mondiale du tourisme (résolution 34/134 du 14 décembre 1979);
- b) Rapport du Secrétaire général sur les résultats du Colloque international de 1980 sur la mobilisation de l'épargne des ménages dans les pays en développement (résolution 35/9 du 3 novembre 1980);
- c) Rapport du Secrétaire général sur les mesures spéciales pour le développement économique et social de l'Afrique dans les années 1980 (résolution 35/64 du 5 décembre 1980);
- d) Rapport du Secrétaire général sur la Décennie des transports et des communications en Afrique (résolution 35/108 du 5 décembre 1980);
- e) Rapport du Secrétaire général sur la souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés (résolution 35/110 du 5 décembre 1980);
- f) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 35/111 du 5 décembre 1980 et décision 1981/171 du Conseil économique et social du 22 juillet 1981);
- g) Rapport de la réunion technique consultative de la Commission économique pour l'Afrique sur la Décennie des transports et des communications en Afrique (résolution 1981/67 du Conseil économique et social du 24 juillet 1981);
- h) Rapport du Secrétaire général sur le Fonds des Nations Unies pour le Chili (résolution 33/174 du 20 décembre 1978);

- i) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés en Somalie (résolution 35/180 du 15 décembre 1980);
- j) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés au Soudan (résolution 35/181 du 15 décembre 1980);
- k) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés à Djibouti (résolution 35/182 du 15 décembre 1980);
- l) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux personnes déplacées en Ethiopie (résolution 35/183 du 15 décembre 1980);
- m) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux étudiants réfugiés en Afrique australe (résolution 35/184 du 15 décembre 1980);
- n) Rapport du Secrétaire général sur l'échange d'informations sur les produits chimiques dangereux et les produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux qui ont été interdits (résolution 35/186 du 15 décembre 1980 et décision 1981/177 du Conseil économique et social du 23 juillet 1981);
- o) Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Chili (résolution 35/188 du 15 décembre 1980);
- p) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur le droit à l'éducation (résolution 35/191 du 15 décembre 1980);
- q) Rapport du Secrétaire général sur les dispositions à prendre, au niveau régional, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme (résolution 35/197 du 15 décembre 1980);
- r) Rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre contre les activités nazies, fascistes et néo-fascistes et toutes les autres formes d'idéologies et de pratiques totalitaires fondées sur l'intolérance raciale, la haine et la terreur (résolution 35/200 du 15 décembre 1980 et décision 1981/157 du Conseil économique et social du 8 mai 1981);
- s) Rapport du Secrétaire général sur la situation démographique mondiale en 1981 (résolution 1347 (XLV) du Conseil économique et social du 30 juillet 1968);
- t) Rapport du Secrétaire général sur le projet de déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à l'adoption et au placement familial d'enfants sur les plans national et international (résolution 1981/18 du Conseil économique et social du 6 mai 1981);
- u) Rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme sur les droits de l'homme en El Salvador (résolution 32 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme du 11 mars 1981);



- v) Rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme au Guatemala (résolution 33 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme du 11 mars 1981).

22. Etant donné le grand nombre de questions inscrites au projet d'ordre du jour, le Secrétaire général souhaite rappeler que le Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale a recommandé aux Etats Membres d'examiner l'ordre du jour en vue d'éliminer les questions qui avaient perdu leur caractère d'urgence ou d'actualité, qui n'étaient pas prêtes à être discutées, ou qui pouvaient être traitées et même résolues tout aussi bien par des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, et de renvoyer certaines questions à d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou à des institutions spécialisées, selon la nature de la question (A/520/Rev.13, annexe V, par. 19 et 22). A cet égard, le Bureau pourrait envisager :

- a) De regrouper des questions connexes sous un énoncé unique;
- b) D'échelonner l'examen d'un nombre plus important de questions sur deux années ou plus.

23. Sous réserve des recommandations que le Bureau pourra faire en ce qui concerne les paragraphes 21 et 22 ci-dessus, les questions suivantes seraient inscrites au projet d'ordre du jour de la trente-sixième session 1/ :

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la République fédérale d'Allemagne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2)/
3. Pouvoirs des représentants à la trente-sixième session de l'Assemblée générale (P.3) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).

---

1/ Abréviations utilisées dans le présent document :

(P. ) : question inscrite à l'ordre du jour provisoire (A/36/150);

(S. ) : question figurant sur la liste supplémentaire (A/36/200/Rev.1).

7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (P.8) :
  - a) Rapport du Bureau;
  - b) Organes subsidiaires de l'Assemblée générale.
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (P.12) 2/.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14) :
  - a) Rapport de l'Agence;
  - b) Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
  - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
  - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
  - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.

---

2/ Voir par. 21.

16. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (P.16).
17. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires (P.17) :
  - a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel;
  - b) Election de vingt membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
  - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
  - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - f) Election des membres de la Commission du droit international.
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.18) :
  - a) Nomination de cinq membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Nomination de six membres du Comité des contributions;
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Confirmation de la nomination de trois membres du Comité des placements;
  - e) Nomination de deux membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Nomination de cinq membres de la Commission de la fonction publique internationale;
  - g) Nomination de six membres du Corps commun d'inspection;
  - h) Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix;
  - i) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;
  - j) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral.

19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.19) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
20. Admission de nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies (P.20).
21. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine : rapport du Secrétaire général (P.21).
22. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Projet de charte mondiale de la nature : rapport du Secrétaire général (P.23).
24. Responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.26).
27. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.27).
28. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : rapport du Secrétaire général (P.28).
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.29).
30. Année internationale des personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.30).
31. Question de Palestine : rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (P.31).
32. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.32) :
  - a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
  - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
  - c) Rapports du Secrétaire général.

33. La situation au Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (P.33).
34. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.34).
35. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.35).
36. Question de Namibie (P.36) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.
37. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.37) 37/.
38. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.38) 3/.
39. Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (P.39).
40. Réduction des budgets militaires (P.40) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
41. Application de la résolution 35/143 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.41).
42. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (P.42) :
  - a) Rapport du Comité du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
43. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.43).

---

3/ L'inscription de cette question à l'ordre du jour provisoire de la trente-sixième session est subordonnée à toute décision que l'Assemblée générale pourra prendre à ce sujet à la dernière séance de sa trente-cinquième session qui se tiendra le 14 septembre 1981.

44. Application de la résolution 35/145 B de l'Assemblée générale : rapport du Comité du désarmement (P.44).
45. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique : rapport du Secrétaire général (P.45).
46. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (P.46).
47. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.47).
48. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport du Comité du désarmement (P.48).
49. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.49).
50. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.50).
51. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.51) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Comité du désarmement;
  - c) Programme de recherches et d'études sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - d) Etude des rapports entre le désarmement et le développement : rapport du Secrétaire général;
  - e) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - f) Armes nucléaires sous tous les aspects : rapport du Comité du désarmement;
  - g) Non-recours aux armes nucléaires et prévention de la guerre nucléaire;
  - h) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire : rapport du Comité du désarmement;
  - i) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - j) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général.

52. Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.52).
53. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.53).
54. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.54).
55. Désarmement général et complet (P.55) :
  - a) Rapport du Comité du désarmement;
  - b) Etude des arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - c) Mesures propres à accroître la confiance : rapport du Secrétaire général;
  - d) Non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle : rapport du Comité du désarmement;
  - e) Etude de tous les aspects du désarmement régional : rapport du Secrétaire général;
  - f) Etude des rapports entre le désarmement et la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général;
  - g) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport du Comité du désarmement;
  - h) Réexamen de la composition du Comité du désarmement : rapport du Comité du désarmement;
  - i) Désarmement et sécurité internationale : rapport du Secrétaire général;
  - j) Négociations sur la limitation des armes stratégiques.
56. Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général (P.56).
57. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P. 57).
58. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (P.58) :

- a) Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale;
  - b) Non-intervention dans les affaires intérieures des Etats;
  - c) Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix : rapport du Secrétaire général.
59. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.59).
60. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.60) :
- a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
61. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.61) :
- a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
  - b) Rapport du Comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.
62. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.62).
63. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.63).
64. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.64).
65. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India : rapport du Secrétaire général (P.65).



66. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.66).
67. Questions relatives à l'information (P.67) :
- a) Rapport du Comité de l'information;
  - b) Rapports du Secrétaire général;
  - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
68. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.68).
69. Développement et coopération économique internationale (P.69) :
- a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
  - b) Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
  - c) Commerce et développement :
    - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
    - ii) Rapports du Secrétaire général;
    - iii) Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
  - d) Industrialisation :
    - i) Rapport du Conseil du développement industriel;
    - ii) Rapport du Secrétaire général;
  - e) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
  - f) Ressources naturelles : rapport du Secrétaire général;
  - g) Problèmes alimentaires :
    - i) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
    - ii) Rapports du Secrétaire général;

- h) Coopération économique et technique entre pays en développement : rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement;
- i) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies : rapports du Secrétaire général;
- j) Environnement :
  - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
- k) Etablissements humains :
  - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
  - ii) Rapport du Secrétaire général;
- l) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapports du Secrétaire général;
- m) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
- n) Fonds spécial des Nations Unies;
- o) Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
- p) Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

70. Activités opérationnelles pour le développement (P.70) :

- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
- b) Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- d) Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Programme des Volontaires des Nations Unies;

- g) Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
- h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- i) Programme alimentaire mondial;
- j) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.

71. Formation et recherche (P.71) :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général;
- b) Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies;
- c) Conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement : rapport du Secrétaire général.

72. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe (P.72) :

- a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapports du Secrétaire général;
- b) Programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général;
- c) Réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne : rapport du Secrétaire général.

73. Examen et coordination des programmes des organisations du système des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et coopération avec d'autres programmes internationaux dans le domaine des droits de l'homme (P.73).

74. Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (P.74).

75. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.75).

76. Année internationale de la jeunesse : participation, développement et paix : rapport du Secrétaire général (P.76).

77. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse (P.77) :

- a) Education physique et échanges sportifs entre jeunes : rapport du Secrétaire général;

- b) Courants de communication entre l'Organisation des Nations Unies et la jeunesse et les organisations de jeunesse : rapport du Secrétaire général;
  - c) Coordination et information dans le domaine de la jeunesse : rapport du Secrétaire général.
78. Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général (P.78).
79. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (P.79) :
- a) Application des résolutions 34/46 et 35/174 de l'Assemblée générale : rapport du Secrétaire général;
  - b) Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
80. Question des personnes âgées et des vieillards : rapport du Secrétaire général (P.80).
81. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.81).
82. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.82) :
- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
83. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.83) :
- a) Rapport du Haut Commissaire;
  - b) Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
84. Assemblée mondiale sur le vieillissement : rapport du Secrétaire général (P.84).
85. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.85).

86. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.86).
87. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.87) :
- a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
  - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
  - c) Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine de mort : rapport du Secrétaire général.
88. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.88) :
- a) Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
  - b) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapports du Secrétaire général;
  - c) Projet de déclaration sur la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et contre le colonialisme, l'apartheid, toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, d'agression et d'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère : rapport du Secrétaire général.
89. Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général (P.89).
90. Prévention du crime et justice criminelle et développement : rapport du Secrétaire général (P.90).
91. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (P.91) :
- a) Déclarations unilatérales des Etats Membres contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rapport du Secrétaire général;
  - b) Projet de code d'éthique médicale : rapport du Secrétaire général.
92. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.92) :
- a) Rapport du Secrétaire général;

- b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

93. Question du Timor oriental (P.93) :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

- b) Rapport du Secrétaire général.

94. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.94).

95. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.95) :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

- b) Rapport du Secrétaire général.

96. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.96).

97. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.97).

98. Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.98) :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
- d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;

- e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- g) Organisation et pratiques professionnelles du Comité des commissaires aux comptes.

99. Budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981 (P.99).
100. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 (P.100).
101. Planification des programmes (P.101).
102. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (P.102) :
- a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
103. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.103) :
- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général;
  - c) Incidence de l'inflation sur les budgets des organismes des Nations Unies.
104. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (P.104).
105. Plan des conférences (P.105) :
- a) Rapport du Comité des conférences;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
106. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.106).
107. Questions relatives au personnel (P.107) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.

108. Rapport de la Commission de la fonction publique internationale (P.108).
109. Régime des pensions des Nations Unies (P.109) :
  - a) Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
110. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.110) :
  - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : rapport du Secrétaire général;
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général.
111. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (P.111).
112. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (P.112).
113. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.113).
114. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Secrétaire général (P.114).
115. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (P.115).
116. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (P.116).
117. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quatorzième session (P.117).
118. Règlement pacifique des différends entre Etats (P.118).



119. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée : rapport du Secrétaire général (P.119).
120. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux : rapport du Secrétaire général (P.120).
121. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-troisième session (P.121).
122. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.122).
123. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.123).
124. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (P.124).
125. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (P.125).
126. Enregistrement et publication des traités et des accords internationaux en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.126).
127. Vingt-cinquième anniversaire du Comité consultatif juridique afro-asiatique (S.1).
128. Conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique (S.2).
129. Campagne internationale contre le trafic des drogues (S.3).
130. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (S.4).
131. Célébration solennelle du vingtième anniversaire de la première Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (S.5).
132. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (S.6).
133. Proclamation d'une année de la paix, d'un mois de la paix et d'une journée de la paix (S.7).
134. Statut d'observateur pour le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique auprès de l'Assemblée générale (S.8).

IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

24. La répartition des questions qui est indiquée au paragraphe 35 ci-après s'inspire du plan adopté les années précédentes par l'Assemblée générale. Toutefois, le Secrétaire général est persuadé que les délégations voudront répartir ces questions de telle sorte que l'efficacité des travaux de l'Assemblée générale et les résultats obtenus s'en trouvent renforcés. A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 4 de sa décision 34/401, qui se lit comme suit :

"4. Les questions de fond doivent, en règle générale, être examinées d'abord par une grande commission et, par conséquent, les questions réservées auparavant aux séances plénières doivent désormais être renvoyées à une grande commission, à moins que les circonstances n'exigent qu'elles continuent à être examinées en séance plénière."

25. Les points suivants du projet d'ordre du jour n'ont pas été examinés antérieurement à une session ordinaire de l'Assemblée générale :

- 127. Vingt-cinquième anniversaire du Comité consultatif juridique afro-asiatique (S.1).
- 128. Conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique (S.2).
- 129. Campagne internationale contre le trafic des drogues (S.3).
- 130. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (S.4).
- 131. Célébration solennelle du vingtième anniversaire de la première Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (S.5).
- 132. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes (S.6).
- 133. Proclamation d'une année de la paix, d'un mois de la paix et d'une journée de la paix (S.7).
- 134. Statut d'observateur pour le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique auprès de l'Assemblée générale (S.8).

Les auteurs des demandes d'inscription des points 127, 128, 129, 131, 132, 133 et à l'ordre du jour ont suggéré que les questions soient réparties de la façon suivante :

Point 127 .....	Séances plénières
Point 128 .....	Première Commission
Point 129 .....	Troisième Commission
Point 131 .....	Séances plénières
Point 132 .....	Séances plénières
Point 133 .....	Séances plénières
Point 134 .....	Séances plénières

26. En ce qui concerne le point 8 du projet d'ordre du jour (Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux), le Bureau voudra peut-être recommander d'en renvoyer l'alinéa b) (Organes subsidiaires de l'Assemblée générale) à la Cinquième Commission et proposer qu'il soit examiné dans le cadre du point 105 du projet d'ordre du jour (Plan des conférences).

27. En ce qui concerne le point 12 (Rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général propose, comme les années précédentes, de répartir les différents chapitres du rapport entre les grandes commissions en fonction de la compétence de chacune d'entre elles ou bien de les examiner en séances plénières. Compte tenu de cette considération, le Secrétaire général recommande que les différents chapitres du rapport se répartissent comme suit 4/ :

Chapitre I .....	Séances plénières
Chapitre II	
a) Aspects de fond .....	Deuxième et Troisième Commissions
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre III	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission

---

4/ A/36/3 et Add.1 à 37 : à paraître ultérieurement en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session (A/36/3/Rev.1).

Chapitre IV .....	Deuxième Commission
Chapitre V .....	Deuxième et Troisième Commissions
Chapitre VI	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre VII .....	Deuxième Commission
Chapitre VIII	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre IX	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre X	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre XI	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission
Chapitre XII .....	Deuxième Commission
Chapitre XIII	
a) Aspects de fond .....	Deuxième Commission
b) Aspects administratifs et budgétaires .....	Cinquième Commission

**Chapitre XIV**

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XV**

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XVI**

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XVII**

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XVIII**

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XIX**

- a) Aspects de fond ..... Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

**Chapitre XX**

- a) Aspects de fond ..... Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXI

- a) Aspects de fond ..... Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et  
budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXII

- a) Aspects de fond ..... Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et  
budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXIII

- a) Aspects de fond ..... Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et  
budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXIV ..... Troisième Commission

Chapitre XXV ..... Troisième Commission

Chapitre XXVI ..... Troisième Commission

Chapitre XXVII ..... Troisième Commission

Chapitre XXVIII

- a) Aspects de fond ..... Deuxième et Troisième  
Commissions
- b) Aspects administratifs et  
budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXIX

- a) Aspects de fond ..... Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et  
budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXX ..... Séances plénières et  
Deuxième et  
Quatrième Commissions

Chapitre XXXI ..... Deuxième Commission

Chapitre XXXII

- a) Aspects de fond ..... Deuxième et Troisième Commissions
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXXIII ..... Deuxième Commission

Chapitre XXXIV

- a) Aspects de fond ..... Deuxième et Troisième Commissions
- b) Aspects administratifs et budgétaires ..... Cinquième Commission

Chapitre XXXV ..... Cinquième Commission

Chapitre XXXVI ..... Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions

Chapitre XXXVII ..... Séances plénières et Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions

28. En ce qui concerne le point 19 du projet d'ordre du jour (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), le Bureau voudra peut-être envisager la possibilité de renvoyer à la Quatrième Commission, comme cela a été fait lors de sessions précédentes, tous les chapitres du rapport du Comité spécial (A/36/23) qui ont trait à des territoires particuliers. Cela permettrait de nouveau à l'Assemblée générale d'examiner en séances plénières la question de l'application de la Déclaration en général.

29. En ce qui concerne le point 30 du projet d'ordre du jour (Année internationale des personnes handicapées), le Secrétaire général souhaite rappeler qu'au paragraphe 14 de sa résolution 35/133, l'Assemblée générale a recommandé que, compte tenu de son importance, cette question soit examinée par l'Assemblée en séance plénière pour marquer l'Année. A cet égard, le Bureau voudra peut-être :

a) Appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que l'étude de cette question, pour laquelle une participation de haut niveau des Etats Membres serait appropriée, devrait avoir lieu au début de décembre;

b) Recommander que les chefs de secrétariat des institutions spécialisées ou d'autres organismes des Nations Unies directement intéressés soient autorisés à prendre la parole devant l'Assemblée à cette occasion.

30. En ce qui concerne le point 32 du projet d'ordre du jour (Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain), le Bureau se souviendra qu'à sa

/...

trente-cinquième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séances plénières et que les organisations portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisées à se faire entendre par la Commission politique spéciale (voir A/35/PV.3).

31. En ce qui concerne le point 35 du projet d'ordre du jour (Question de Chypre), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-quatrième session 5/, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières étant entendu qu'elle inviterait, lors de l'examen de la question, la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exprimer leurs vues, et qu'elle reprendrait ensuite l'examen de la question en tenant compte du rapport de la Commission politique spéciale (voir A/34/PV.4).

32. En ce qui concerne le point 36 du projet d'ordre du jour (Question de Namibie), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières étant entendu que les auditions des organisations intéressées auraient lieu à la Quatrième Commission (voir A/35/PV.3).

33. En ce qui concerne le point 55 du projet d'ordre du jour (Désarmement général et complet), le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/36/424), qui doit être directement examiné en séances plénières au titre du point 14 a) portent sur la question dont traite le point 55. C'est pourquoi le Bureau voudra peut-être recommander que les paragraphes pertinents de ce rapport soient portés à l'attention de la Première Commission dans le cadre de son examen du point 55.

34. En ce qui concerne le point 125 du projet d'ordre du jour (Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement), le Secrétaire général tient à rappeler qu'au paragraphe 2 de sa résolution 35/177, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à sa trente-sixième session, en vue de son examen par la Sixième Commission, le projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui avait été examiné par la Troisième Commission à la trente-cinquième session au titre du point 82 d) de l'ordre du jour.

35. Sous réserve des modifications que pourrait apporter le Bureau, à la lumière des observations figurant aux paragraphes 24 à 34 ci-dessus, la répartition des questions inscrites au projet d'ordre du jour, compte tenu de la pratique suivie les années précédentes, serait la suivante 6/ :

---

5/ Ce point n'a pas été examiné au cours de la trente-cinquième session.

6/ Pour les abréviations utilisées dans la répartition des questions, voir la note 1.



Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la République fédérale d'Allemagne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la trente-sixième session de l'Assemblée générale (P.3) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (P.8) 7/ :
  - a) Rapport du Bureau;
  - b) Organes subsidiaires de l'Assemblée générale.
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (chapitres I, XXX et XXXVII) (P.12) 8/.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14) 9/ :
  - a) Rapport de l'Agence;

---

7/ Voir par. 26.

8/ Le chapitre XXX serait renvoyé aussi aux Deuxième et Quatrième Commissions et le chapitre XXXVII aux Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions. Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

9/ Voir par. 33.

- b) Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
- a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
  - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social;
  - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (P.16).
17. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires (P.17) :
- a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel;
  - b) Election de vingt membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
  - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
  - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
  - f) Election des membres de la Commission du droit international.
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.18) 10/ :
- g) Nomination de six membres du Corps commun d'inspection;
  - h) Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix;
  - i) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;
  - j) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral.

---

10/ Pour les alinéas a) à f), voir "Cinquième Commission", point 15.

19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.19) 11/ :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
20. Admission de nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies (P.20).
21. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine : rapport du Secrétaire général (P.21).
22. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Projet de charte mondiale de la nature : rapport du Secrétaire général (P.23).
24. Responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.26).
27. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.27).
28. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : rapport du Secrétaire général (P.28).
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.29).
30. Année internationale des personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.30) 12/.
31. Question de Palestine : rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (P.31).

---

11/ Voir par. 28.

12/ Voir par. 29.

32. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.32) 13/ :
- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
  - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
  - c) Rapports du Secrétaire général.
33. La situation au Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (P.33).
34. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.34).
35. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.35) 14/.
36. Question de Namibie (P.36) 15/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.
37. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.37) 3/.
38. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.38) 3/.

---

13/ Voir par. 30.

14/ Voir par. 31.

15/ Voir par. 32.

Première Commission

1. Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (P.39).
2. Réduction des budgets militaires (P.40) :
  - a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
3. Application de la résolution 35/143 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.41).
4. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (P.42) :
  - a) Rapport du Comité du désarmement;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.43).
6. Application de la résolution 35/145 B de l'Assemblée générale : rapport du Comité du désarmement (P.44).
7. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique : rapport du Secrétaire général (P.45).
8. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (P.46).
9. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.47).
10. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport du Comité du désarmement (P.48).
11. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.49).
12. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.50).

13. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.51) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
  - b) Rapport du Comité du désarmement;
  - c) Programme de recherches et d'études sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - d) Etude des rapports entre le désarmement et le développement : rapport du Secrétaire général;
  - e) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - f) Armes nucléaires sous tous les aspects : rapport du Comité du désarmement;
  - g) Non-recours aux armes nucléaires et prévention de la guerre nucléaire;
  - h) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire : rapport du Comité du désarmement;
  - i) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général;
  - j) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général.
14. Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.52).
15. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.53).
16. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.54).
17. Désarmement général et complet (P.55) 16/ :
- a) Rapport du Comité du désarmement;
  - b) Etude des arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement : rapport du Secrétaire général;

---

16/ Voir par. 33.

- c) Mesures propres à accroître la confiance : rapport du Secrétaire général;
  - d) Non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle : rapport du Comité du désarmement;
  - e) Etude de tous les aspects du désarmement régional : rapport du Secrétaire général;
  - f) Etude des rapports entre le désarmement et la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général;
  - g) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport du Comité du désarmement;
  - h) Réexamen de la composition du Comité du désarmement : rapport du Comité du désarmement;
  - i) Désarmement et sécurité internationale : rapport du Secrétaire général;
  - j) Négociations sur la limitation des armes stratégiques.
18. Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général (P.56).
19. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P. 57).
20. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (P.58) :
- a) Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale;
  - b) Non-intervention dans les affaires intérieures des Etats;
  - c) Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix : rapport du Secrétaire général.

Commission politique spéciale

1. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.59).
2. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.60) :
  - a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
  - d) Rapports du Secrétaire général.
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.61) :
  - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
  - b) Rapport du Comité préparatoire de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.
4. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.62).
5. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (P.63).
6. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.64).
7. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India : rapport du Secrétaire général (P.65).
8. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.66).



9. Questions relatives à l'information (P.67) :
- a) Rapport du Comité de l'information;
  - b) Rapports du Secrétaire général;
  - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
10. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.68).

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (chapitres II à XVIII, XXVIII à XXXIV, XXXVI et XXXVII) (P.12) 17/.
2. Développement et coopération économique internationale (P.69) :
  - a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
  - b) Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
  - c) Commerce et développement :
    - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
    - ii) Rapports du Secrétaire général;
    - iii) Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
  - d) Industrialisation :
    - i) Rapport du Conseil du développement industriel;
    - ii) Rapport du Secrétaire général;

---

17/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières ou renvoyés à la Troisième, à la Quatrième ou à la Cinquième Commission, comme suit :

- a) Chapitre V ..... Troisième Commission
- b) Chapitres III, VI, VIII à XI, XIII à XVIII  
et XXIX ..... Cinquième Commission
- c) Chapitre XXX ..... Séances plénières et  
Quatrième Commission
- d) Chapitres II, XXVIII, XXXI, XXXIV et XXXVI . Troisième et Cinquième  
Commissions
- e) Chapitre XXXVII ..... Séances plénières et  
Troisième et Cinquième  
Commissions

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

- e) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
- f) Ressources naturelles : rapport du Secrétaire général;
- g) Problèmes alimentaires :
  - i) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
- h) Coopération économique et technique entre pays en développement : rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement;
- i) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies : rapports du Secrétaire général;
- j) Environnement :
  - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - ii) Rapports du Secrétaire général;
- k) Etablissements humains :
  - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
  - ii) Rapport du Secrétaire général;
- l) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapports du Secrétaire général;
- m) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
- n) Fonds spécial des Nations Unies;
- o) Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
- p) Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

3. Activités opérationnelles pour le développement (P.70) :

- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
- b) Programme des Nations Unies pour le développement;
- c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
- d) Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles;
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Programme des Volontaires des Nations Unies;
- g) Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
- h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
- i) Programme alimentaire mondial;
- j) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.

4. Formation et recherche (P.71) :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général;
- b) Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies;
- c) Conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement : rapport du Secrétaire général.

5. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe (P.72) :

- a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapports du Secrétaire général;
- b) Programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général;
- c) Réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne : rapport du Secrétaire général.

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social (chapitres II, V, XIX à XXVIII, XXXII, XXXIV, XXXVI et XXXVII (P.12) 18/).
2. Examen et coordination des programmes des organisations du système des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et coopération avec d'autres programmes internationaux dans le domaine des droits de l'homme (P.73).
3. Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (P.74).
4. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.75).
5. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général (P.76).
6. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse (P.77) :
  - a) Education physique et échanges sportifs entre jeunes : rapport du Secrétaire général;
  - b) Courants de communication entre l'Organisation des Nations Unies et la jeunesse et les organisations de jeunesse : rapport du Secrétaire général;
  - c) Coordination et information dans le domaine de la jeunesse : rapport du Secrétaire général.

---

18/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières ou renvoyés à la Deuxième ou à la Cinquième Commission, comme suit :

- a) Chapitre V ..... Deuxième Commission
- b) Chapitres XIX à XXIII ..... Cinquième Commission
- c) Chapitres II, XXVIII, XXXII, XXXIV et XXXVI . Deuxième et Cinquième Commissions
- d) Chapitre XXXVII ..... Séances plénières et Deuxième et Cinquième Commissions

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

7. Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général (P.78).
8. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (P.79) :
  - a) Application des résolutions 34/46 et 35/174 de l'Assemblée générale : rapport du Secrétaire général;
  - b) Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
9. Question des personnes âgées et des vieillards : rapport du Secrétaire général (P.80).
10. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.81).
11. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.82) :
  - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
  - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;
  - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
12. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.83) :
  - a) Rapport du Haut Commissaire;
  - b) Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
13. Assemblée mondiale sur le vieillissement : rapport du Secrétaire général (P.84).
14. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.85).
15. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.86).

16. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.87) :
  - a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
  - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
  - c) Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine de mort : rapport du Secrétaire général.
17. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.88) :
  - a) Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
  - b) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapports du Secrétaire général;
  - c) Projet de déclaration sur la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et contre le colonialisme, l'apartheid, toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, d'agression et d'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère : rapport du Secrétaire général.
18. Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général (P.89).
19. Prévention du crime et justice criminelle et développement : rapport du Secrétaire général (P.90).
20. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (P.91) :
  - a) Déclarations unilatérales des Etats Membres contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rapport du Secrétaire général;
  - b) Projet de code d'éthique médicale : rapport du Secrétaire général.

Quatrième Commission

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.92) :
  - a) Rapport du Secrétaire général;
  - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
2. Question du Timor oriental (P.93) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
3. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.94).
4. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.95) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Rapport du Conseil économique et social (chapitre XXX) (P.12) 19/.
6. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.96).
7. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.97).

---

19/ Le chapitre XXX serait également examiné en séances plénières et renvoyé à la Deuxième Commission. Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.



8. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.19) 20/ :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- b) Rapport du Secrétaire général.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.98) :
  - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - d) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - e) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
  - f) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
  - g) Organisation et pratiques professionnelles du Comité des commissaires aux comptes.
2. Budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981 (P.99).
3. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 (P.100).
4. Planification des programmes (P.101).
5. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (P.102) :
  - a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
6. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.103) :
  - a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général;
  - c) Incidence de l'inflation sur les budgets des organismes des Nations Unies.

7. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (P.104).
8. Plan des conférences (P.105) 21/ :
  - a) Rapport du Comité des conférences;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
9. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.106).
10. Questions relatives au personnel (P.107) :
  - a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
  - b) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
11. Rapport de la Commission de la fonction publique internationale (P.108).
12. Régime des pensions des Nations Unies (P.109) :
  - a) Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
13. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.110) :
  - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : rapport du Secrétaire général;
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général.

14. Rapport du Conseil économique et social (chapitres II, III, VI, VIII à XI, XIII à XXIII, XXVIII, XXIX, XXXII et XXXIV à XXXVII) (P.12) 22/.
15. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.18) 23/ :
- a) Nomination de cinq membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
  - b) Nomination de six membres du Comité des contributions;
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
  - d) Confirmation de la nomination de trois membres du Comité des placements;
  - e) Nomination de deux membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
  - f) Nomination de cinq membres de la Commission de la fonction publique internationale.

---

22/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières et renvoyés à la Deuxième et à la Troisième Commission, comme suit :

- a) Chapitres III, VI, VIII à XI, XIII à XVIII et XXIX ..... Deuxième Commission
- b) Chapitres XIX à XXIII ..... Troisième Commission
- c) Chapitres II, XXVIII, XXXII, XXXIV et XXXVI . Deuxième et Troisième Commissions
- d) Chapitre XXXVII ..... Séances plénières et Deuxième et Troisième Commissions

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

23/ Pour les alinéas g) à j), voir "Séances plénières", point 18.

Sixième Commission

1. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (P.111).
2. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (P.112).
3. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (P.113).
4. Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Secrétaire général (P.114).
5. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (P.115).
6. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (P.116).
7. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quatorzième session (P.117).
8. Règlement pacifique des différends entre Etats (P.118).
9. Examen du projet d'articles sur les clauses de la nation la plus favorisée : rapport du Secrétaire général (P.119).
10. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux : rapport du Secrétaire général (P.120).
11. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-troisième session (P.121).
12. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.122).
13. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.123).

14. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (P.124).
15. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (P.125) 24/.
16. Enregistrement et publication des traités et des accords internationaux en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.126).

-----